



ISSN : 0026-0290

**VIVRE À LA RUE**

## Comment sortir de l'impasse

**INTERNATIONAL P.05**

Union européenne  
Mobilisés pour les  
jeunes précaires

**EN ACTION(S) P.08**

Vie étudiante  
La grande  
débrouille

**RENCONTRE P.12**

Droits de l'homme  
Mots pour  
maux



Cette page est la vôtre. Retrouvez dans ces colonnes vos interrogations et commentaires sur les articles lus dans *Messages* ou sur les actions du Secours Catholique-Caritas France. Ce mois-ci, cette page est consacrée à vos réactions au débat proposé, au mois de novembre, par la rédaction pour faire vivre la diversité des points de vue dans votre journal.

Adressez votre courrier à *Messages*,  
106 rue du Bac - 75007 Paris, ou par mail à :  
messages@secours-catholique.org

## SPÉCIAL DÉBAT

### Faut-il revenir sur l'universalité des allocations familiales ?

Vous réagissez à la "Question du mois" posée dans le numéro de *Messages* de novembre : « Faut-il revenir sur l'universalité des allocations familiales en les mettant sous conditions de ressources ? » Le débat est lancé. Merci de votre participation.

#### OUI Elles répartissent les richesses

Toutes nos allocations (familiales, logement...) furent créées à une époque donnée pour répondre à une souffrance des Français provoquée par la pauvreté. Ces allocations permettent de répartir les richesses entre les "nantis" et les "défavorisés", sans montrer ces derniers du doigt, car nous pouvons tous bénéficier des mêmes allocations selon les circonstances de la vie. Elles sont un droit solidaire, entre chaque Français ou personne vivant en France, et non un droit obligatoire. Les plus favorisés aident les défavorisés et vice-versa. Les mentalités ont évolué, l'état financier de notre pays aussi. Je suis favorable à l'indexation des allocations familiales en lien avec le revenu et le nombre d'enfants. J'attire cependant votre attention sur la mise en place de cette évolution. Évitions d'agrandir le fossé d'incompréhension entre les "favorisés" et les "défavorisés".

Jean-Luc F.

parents, quels que soient leurs revenus. Car les droits d'une personne ne s'établissent pas selon la situation d'une ou de plusieurs autres personnes. Par exemple, le droit pour une femme d'exercer une activité professionnelle, de disposer d'un revenu, ne se détermine pas en fonction de la situation et des revenus de son mari. Si aujourd'hui on établit le droit de l'enfant selon les revenus du foyer, pourquoi n'appliquerait-on pas demain cette règle au remboursement des frais médicaux ?

Henri S.

#### NON Cela ne veut rien dire

C'est une question infondée. Car « 60 euros par mois d'allocations familiales pour un couple gagnant 6 000 euros mensuels » ne veut rien dire ! Des informations manquent dans cette hypothèse : combien d'enfants ? Deux, je pense, puisque avec un enfant on ne touche rien. 6 000 euros, est-ce le revenu perçu par le couple ou par un des conjoints ? Quel est le montant de leur impôt sur le revenu ? Bénéficient-ils de l'allocation logement, de bourses scolaires ? Commencez donc à déduire tout ce à quoi ils n'ont pas droit ou qu'ils paient par rapport à d'autres. Il est inadmissible que les allocations familiales soient touchées !

Christiane B.

#### NON Tout enfant a droit à la santé, l'éducation...

Les allocations familiales relèvent du droit de l'enfant : la société contribue à son entretien, veille à sa santé, participe à son éducation, quelle que soit la situation de ses

#### PÈRE IZARD

### Le premier aumônier national du Secours Catholique nous a quittés

Le père Raymond IZARD est décédé le samedi 16 décembre à l'âge de 96 ans. Les fidèles lecteurs de *Messages* se souviendront de ce prêtre d'origine aveyronnaise qui fut durant de longues années le correspondant du journal pour les personnes souhaitant faire un legs. Professeur au petit séminaire, secrétaire national du Mouvement des jeunes séminaristes, consultant au concile Vatican II, fondateur du Service national des vocations, il fut pour nous le premier aumônier général du Secours Catholique et il contribua à la création de plusieurs Caritas en Roumanie, Ukraine et Pologne. Il laissera le souvenir d'un prêtre qui a offert sa vie entière à l'Amour, en lui donnant le visage souriant de la Charité.



E. PERRIOT / S.C.-C.F.

#### Au revoir Yves

Les plus anciens d'entre vous ont pu lire son nom dans les colonnes de votre mensuel depuis 1983. Yves Casalis, journaliste et reporter à *Messages*, prend sa retraite avec ce numéro après trente-cinq années au service de l'éveil à la solidarité de tous. Spécialiste de l'international, il s'attachait à faire vivre les questions de la pauvreté dans le monde et les engagements humanitaires de notre association dans nos pages. Il avait également la responsabilité de cette rubrique courrier. Toute la rédaction de *Messages* lui souhaite une belle et heureuse retraite, dont on sait qu'elle lui permettra de vivre pleinement ses engagements humains et spirituels. Merci Yves !



**Mensuel du Secours Catholique-Caritas France** : 106, rue du Bac 75341 Paris cedex 07 • Tél : 01 45 49 73 00 • Fax : 01 45 49 94 50 • **Présidente et directrice de la publication** : Véronique Fayet • **Directrice de la communication** : Agnès Dutour • **Rédacteur en chef** : Emmanuel Maistre (7576) • **Rédacteur en chef adjoint** : Jacques Duffaut (7385) • **Rédacteurs** : Benjamin Sèze (5239) • Cécile Leclerc-Laurent / Clarisse Briot (7534) • Yves Casalis (7339) • **Secrétaire de rédaction** : Marie-Hélène Content (Éditions locales - 7320) • **Rédacteurs-graphistes** : Katherine Nagels (7476) • Guillaume Seyral (7414) • Véronique Baudoin (5200) • **Responsable photos** : Elodie Perriot (7583) • **Imprimerie** : Imaye Graphic © Messages du Secours Catholique-Caritas France, reproduction des textes, des photos et des dessins interdite, sauf accord de la rédaction. Le présent numéro a été tiré à 567 756 exemplaires • **Dépôt légal** : n°322415 • **Numéro de commission paritaire** : 1117 H 82430 / Édité par le Secours Catholique-Caritas France.



**Encarts jetés** : cette publication comporte une lettre d'accompagnement/bon de solidarité, deux enveloppes retour, un bon porte adresse, une lettre et un porte adresse bénévolat. Les lecteurs d'Alsace recevront un bon de générosité et une enveloppe retour.

# Un logement, d'abord !

Chaque année avec l'hiver, les reportages "spécial SDF" fleurissent dans tous les médias : radios, télévisions, quotidiens, magazines, sites Internet..., comme s'il y avait une saison pour la compassion à l'égard de ceux qui ont pour "chez-soi" la rue ! Pour avoir accompagné lors de tournées de rue nos équipes du Secours Catholique, je peux dire combien le fait de ne pas avoir de logement détruit l'individu et lui inflige une souffrance quotidienne – et ce quelle que soit la saison.

Pour le Secours Catholique, cette situation qui touche des dizaines de milliers d'hommes, de femmes et d'enfants à travers toute la France est intolérable. Être privé de logement est pour nous un vrai déni des Droits de l'homme qui porte atteinte à la dignité des personnes. OUI, nous faisons nôtre la Déclaration universelle

des droits de l'homme, qui affirme que « toute personne a droit à un niveau de vie suffisant pour assurer sa santé, son bien-être et ceux de sa famille, notamment pour le logement ». Mais depuis 1948, pourquoi sommes-nous toujours aussi impuissants à faire respecter ce droit ?

À chaque nouveau mandat présidentiel, et en cela Emmanuel Macron et son équipe n'ont pas dérogé à la tradition, les gouvernants font la solennelle promesse de mettre fin au scandale de la vie à la rue. Jusqu'ici ces

promesses n'ont été que des vœux pieux donnant lieu à quelques plans d'urgence incapables de mettre fin à une défaillance structurelle. Notre expérience avec les personnes à la rue, leur écoute et la compréhension de ce qu'elles vivent nous ont amenés, au Secours Catholique et avec d'autres associations, à prôner "le logement d'abord", une politique plus humaine et moins coûteuse qui demande juste d'investir dans un accompagnement social renforcé. L'idée est simple, presque bête : c'est en donnant d'abord un logement à la personne (et pas un hébergement temporaire) qu'on lui permet de s'en sortir.

Bonne nouvelle, les associations semblent avoir été entendues : un plan gouvernemental est d'ores et déjà en place, qui demande désormais à être mis en œuvre. Pour autant, nous ne baisserons pas la garde. Nous continuerons à nous mobiliser pour permettre à tous ceux qui en sont privés d'accéder à un logement, que ce soit avec le développement de pensions de famille par l'Association des Cités du Secours Catholique et la Foncière Caritas Habitat, ou encore par la création d'une agence immobilière sociale en Île-de-France. Toujours en étant au plus près des personnes avec nos 70 000 bénévoles, hiver comme été. Pour qu'un jour on puisse enfin dire : plus jamais ça !

VÉRONIQUE FAYET,

PRÉSIDENTE NATIONALE DU SECOURS CATHOLIQUE-CARITAS FRANCE



C. HARGOUËS / S.C.-C.F.

**Le fait de ne pas avoir de logement détruit l'individu et lui inflige une souffrance quotidienne.**

## ÉDITORIAL 03

## SOCIÉTÉ

MIGRANTS  
L'accueil mis à mal 04

## INTERNATIONAL

UNION EUROPÉENNE  
Mobilisés pour les jeunes précaires 05

## EN ACTION(S)

IRAK  
À Mossoul, des milliers d'habitants  
cherchent à se loger 07  
VIE ÉTUDIANTE  
La grande débrouille 08  
TRAVAIL  
Handicap : la sécurité de l'emploi 10

## RENCONTRE

DROITS DE L'HOMME  
Mots pour maux 12

## DÉCRYPTAGE

EXCLUSION  
La rue : en sortir pour "s'en sortir" 14

## VOTRE SOLIDARITÉ

Coups de pouce 20  
Le saviez-vous ? 21

## PAROLE & SPIRITUALITÉ

Être capable d'entendre et de parler 22  
Parole de l'aumônier général 22

## ACTION & ENGAGEMENT

TERRE SAINTE  
Sessions bibliques : sur le terrain,  
l'Évangile prend forme 23

### Photos de couverture :

Christophe Hargouès et Gaël Kerbaol /  
Secours Catholique-Caritas France

## → Un seul numéro pour février et mars 2018

Chers lecteurs, le numéro que vous tenez entre vos mains est un numéro bimestriel qui couvre la période de février et de mars. Vous recevrez ensuite vos numéros d'avril et de mai comme à l'accoutumée. Afin d'optimiser au mieux les ressources de l'association, votre Messages d'été couvrira à son tour juin, juillet et août. Nous vous remercions de votre compréhension.

## MIGRANTS

## L'accueil mis à mal

Présenté le 11 janvier aux associations, le projet de loi sur l'immigration inquiète les acteurs de terrain. Le Secours Catholique regrette un projet déconnecté de la situation et des besoins.



X. SCHWIBEL / S.C.-C.F.

Décus et inquiets. C'est ainsi que sont sortis les responsables associatifs de leur réunion à Matignon, le jeudi 11 janvier. Le chef du gouvernement et plusieurs ministres les ont reçus pour avoir leur avis quant au projet de loi sur l'immigration présenté en février. « Ce n'était pas une concertation mais juste une in-

**Des milliers d'étrangers sont épuisés physiquement et psychologiquement.**

formation », explique Laurent Giovannoni, responsable du droit des étrangers au Secours Catholique. Le projet de loi durcit les conditions d'accès à l'asile, raccourcit les délais de dépôt de dossier et de recours, et double la durée d'enfermement en centre de rétention. Le projet de loi n'aborde aucun des « vrais sujets » sur lesquels il faudrait travailler, constatent les responsables associatifs : les délais d'attente pour les premiers rendez-vous en préfecture, la révision de l'accord de Dublin qui oblige les personnes à faire une demande d'asile dans le premier pays de l'Union européenne où elles ont posé le pied. Pas une disposition non plus sur les milliers de familles d'étrangers en situation irrégulière qui vivent en France depuis des années, sur l'accueil et la protection des personnes non éligibles au droit d'asile mais épuisées physiquement et psychologiquement par leur parcours migratoire (dont des mineurs et de jeunes majeurs). « Le gouvernement écoute mais refuse de prendre en compte les réalités de terrain, regrette Laurent Giovannoni. Il ne peut donc y apporter de réponse. La déception est forte, car il gâche une occasion de trouver des solutions concrètes à des problèmes que chacun reconnaît complexes et difficiles. »

BENJAMIN SÈZE

## LE CHIFFRE DU MOIS

90

C'est le nombre de jours prévu par le projet de loi sur l'immigration, durant lequel une personne pourra être enfermée en centre de rétention. Soit le double de la durée légale actuelle. Une mesure inutile, selon Laurent Giovannoni, qui s'apparente à une privation punitive de liberté, puisque « l'on sait par expérience qu'une personne qui n'est pas expulsée au bout de 20 jours de rétention, ne le sera pas par la suite ».

## HOSPITALITÉ

« Accueillir est l'attitude première qui permet de transformer un événement qu'on ne maîtrise pas en événement qu'on accompagne : non pas en s'opposant, mais en fraternisant. »

Mgr Jacques Pontier, président de la Conférence épiscopale de France (CEF), le 10 janvier. Lors de sa prise de parole, Mgr Pontier a rappelé qu'« une grande partie de la population française a expérimenté la rencontre avec les migrants. C'est une expérience humanisante qui nous fait grandir ». Il a ensuite invité « non seulement le gouvernement, mais aussi tous les Français à plus de générosité ».



L'OSSERVATORE ROMANO

## CAMPAGNE

## Prouvoquer la rencontre

Le mercredi 27 septembre, le pape François lançait à Rome la campagne « Partager le chemin » de Caritas Internationalis. Cette campagne d'action et de sensibilisation, qui doit durer deux ans, vise à renforcer les relations entre les migrants et les populations des pays qu'ils traversent. Le cardinal Luis Antonio Tagle, président de Caritas Internationalis, explique : « À travers « Partager le chemin », nous ne faisons qu'une simple suggestion aux gens : entrez en contact avec un vrai migrant. Regardez-le dans les yeux, écoutez les raisons pour lesquelles il est parti de chez lui, comment son voyage s'est passé, regardez les personnes qui se trouvent pour de vrai derrière les nombres et les récits alarmants. » La rencontre, c'est aussi ce qu'ont proposé Véronique Fayet, présidente du Secours Catholique, et Jean-Michel Hitter, président de la Fédération de l'entraide protestante (FPE), aux députés français, alors que ces derniers devaient examiner le projet de loi Asile et immigration. « Avant de forger votre opinion sur ce projet de loi », écrivent les deux responsables associatifs dans une lettre conjointe datée de mi-janvier, « venez rencontrer des personnes migrantes, "demandeuses d'asile", "déboutées", "dublinées", "sans-papiers". Venez les questionner et entendre concrètement leurs difficultés quotidiennes, les raisons de leur présence en France et leur parcours migratoire ».

## UNION EUROPÉENNE

**Mobilisés pour les jeunes précaires**

Caritas Europa (49 membres, dont le Secours Catholique-Caritas France) publie en mars un rapport intitulé "La jeunesse de l'Europe entre espoir et désespoir". Elle y dénonce notamment la précarité de jeunes travailleurs bloqués dans une impasse.



P. DELAPIERRE / S.C.-C.F.

La Caritas grecque est catégorique : « Entre 2010 et 2014, le salaire minimum des jeunes de moins de 25 ans a été réduit à un niveau indigne. Les conventions collectives, qui prévoyaient des règles favorables en matière de rémunération, ont été supprimées. » Durant ce premier semestre 2018, et avec la publication du rapport "La jeunesse de l'Europe entre espoir et désespoir", Caritas Europa a décidé d'accentuer sa pression sur les

**Selon le rapport d'Eurostat, 3 jeunes européens sur 10 vivent ou risquent de tomber dans la pauvreté.**

institutions européennes en attirant l'attention sur le quotidien de jeunes travailleurs aux salaires souvent misérables, enfermés dans des petits boulots aux contrats précaires et dont la protection sociale diminue.

Au Parlement européen, l'organisation catholique va demander que soit maintenu à son niveau actuel le financement du Fonds social européen (FSE), handicapé par le Brexit, et que soit augmentée la partie du FSE (de 25 à 30 %) consacrée à la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale.

Elle va aussi souligner l'urgence d'un "revenu minimum équitable" pour les jeunes. Elle s'appête ainsi à entreprendre des démarches auprès du Conseil de l'Europe. La "charte sociale européenne" adoptée par celui-ci prévoit en effet un revenu minimum garanti pour les jeunes. « Nous demandons que tous les États de l'Union européenne la ratifient : il s'agit d'une véritable Constitution sociale », affirme Peter Verhaeghe, chargé du plaidoyer social à Caritas Europa.

YVES CASALIS

## CENTRAFRIQUE

**Des leviers contre la haine**

E. PERRIOT / S.C.-C.F.

Le cardinal Dieudonné, archevêque de Bangui, dénonce la mainmise des groupes armés sur le pays.

**Quelle est votre analyse de la situation ?**

C'est une crise militaro-politique. Militaire, parce que 15 groupes armés contrôlent les trois quarts du pays. Ils prétendent protéger la population alors qu'ils rackettent, s'approprient les richesses minières et massacrent. Politique, car les services publics (éducation, justice...) ont disparu et ce ne sont pas les groupes armés qui vont construire routes, écoles et dispensaires...

**Quels moyens utiliser pour sortir de la haine et faire cesser les massacres ?**

Une cellule de communication, formée de musulmans, catholiques et protestants, diffuse sur les ondes des messages de réconciliation et de pardon. Chrétiens et musulmans se retrouvent aussi dans la "Plateforme des confessions religieuses en Centrafrique". Et cette plateforme porte ses fruits. Ainsi, à Kuango, au centre de la RCA, en cas d'arrestation arbitraire d'un villageois, un imam, un prêtre et un pasteur protestant soutiennent le maire pour obtenir du groupe armé responsable la libération de la victime.

**Propos recueillis par Yves Casalis**

**ALERTE****Enfants séropositifs : les antirétroviraux trop chers**

De 2010 à 2011, dans le monde, 100 000 enfants séropositifs supplémentaires ont suivi un "traitement antirétroviral pour les enfants" (TAE) ; de 2015 à 2016, 58 000 enfants supplémentaires seulement. « Ce traitement est souvent inaccessible aux familles à bas revenu », déplore Patrick Nicholson, de Caritas Internationalis. Et d'ajouter : « Peu de nouveaux médicaments ont été prescrits aux enfants, contrairement aux adultes séropositifs de plus de 20 ans. »

## En action(s)

### Un concert, une école

L'école de Sökörö, inaugurée en novembre dernier en Guinée-Conakry, est le fruit de la collaboration du chanteur africain Tiken Jah Fakoly et de la délégation du Secours Catholique des Vosges. Grâce aux jeunes de cette délégation et à son animateur Jean-Marc Nicolle, Tiken Jah Fakoly avait donné un concert à Épinal devant 3 000 personnes en novembre 2015. Les 27 000 euros de recette ont permis la construction de cette école que les habitants attendaient depuis quarante ans. Elle porte le nom du chanteur bienfaiteur et accueille 110 élèves du primaire, dans cette région où seulement 10 % des enfants sont scolarisés.

J.D.



SAMBANDIAYE

**PAROLE DE** **NATHALIE PLANCHON**, BÉNÉVOLE RESPONSABLE DES RELATIONS  
AVEC PARIS-MUSÉE AU SECOURS CATHOLIQUE DE PARIS

**D**epuis deux ans, le Secours Catholique de Paris a signé une convention avec les douze musées de la capitale, aux termes de laquelle ceux-ci offrent lors de chaque exposition temporaire une enveloppe d'entrées gratuites. Assurant le lien entre la cellule culturelle de la délégation et les différents acteurs, je les informe de ces événements culturels et surtout les incite à les découvrir, individuellement ou en groupe. Quand un groupe programme la visite d'une exposition, je sollicite auprès des services du musée l'intervention d'un guide. Ainsi, 12 enfants soutenus dans leur scolarité durant l'année et cinq de leurs parents ont écouté les explications d'un guide sur l'œuvre du sculpteur Antoine Bourdelle. « Notre guide a fait référence, devant les statues de Pallas Athéna, d'Apollon et d'Héraclès, à la mythologie grecque et a rappelé aux enfants ce qu'ils avaient appris à l'école », relate André, qui a organisé la visite bénévolement. « Les jeunes ont été intéressés par la découverte



de cet artiste... » En 2017, au cours d'un travail d'équipe, deux autres visites ont été organisées, l'une en novembre avec neuf personnes étrangères apprenant le français et trois de leurs enseignantes. Ensemble, elles ont découvert l'art du pastel au Petit Palais et la finesse qu'il confère aux couleurs des portraits et paysages. L'autre visite, en décembre, a réuni un groupe de femmes qui se rencontrent autour d'activités de couture. Avec une

**Douze musées offrent une enveloppe  
d'entrées gratuites.**

conférencière, celles-ci ont découvert au musée Galliera l'évolution de l'habillement féminin à travers la collection Fortuny. Connaisseuses, elles ont apprécié le raffinement des toilettes présentées.

**Propos recueillis par  
Marie-Hélène Content**



paris.secours-catholique.org

### INITIATIVE

#### Consommateurs avertis

**D**évelopper le pouvoir d'agir des personnes sur leur alimentation, c'est l'enjeu de l'atelier "Manger sain, consommer malin, tous concernés", mis en place il y a un an par l'équipe de Nîmes du Secours Catholique. Les participants ont pu s'exprimer sur ce que représentait pour eux une alimentation saine : « sans pesticides », pour certains, « privilégiant des produits non transformés », pour d'autres. L'atelier est l'occasion d'apprendre de nouvelles façons de cuisiner et de s'informer sur les légumineuses, par exemple, et les produits de qualité. Lors d'un récent repas, les participants ont préparé et partagé un velouté de potimarron, des pommes de terre accompagnées de graines germées, des lentilles corail et un flan sur lit de caramel.

**B.S.**

## VU SUR PLACE EN IRAK

## À Mossoul, des milliers d'habitants cherchent à se loger

**L**a maison de Hiba \*, à Mossoul Ouest, a échappé aux destructions qui défigurent aujourd'hui une partie de l'ancien bastion de l'organisation État islamique, au nord de l'Irak. Mais Hiba, de retour dans sa ville après avoir fui les bombardements intenses et les combats, est aujourd'hui démoralisée : une mine l'empêche de réintégrer sa maison familiale ! Dans le chef-lieu (2,7 millions d'habitants en 2008) de la province de Ninive, « *toutes les semaines, des personnes sont tuées ou blessées par des mines* », témoigne Sandrine Lecomte, chargée de projets Urgence au Secours Catholique-Caritas France, « *des charges explosives très délicates à désamorcer du fait de leurs détonateurs multiples* ».

Des milliers de civils déplacés durant de longs mois par le conflit tentent de revivre dans leur ville. À Mossoul Ouest, des Irakiens

luttent pour accéder à la santé, à l'eau, à l'électricité... Ils rencontrent des difficultés pour se rendre à Mossoul Est où ils peuvent recevoir des aides humanitaires. Trois des cinq ponts qui enjambaient le Tigre ont été détruits et les contrôles de sécurité y sont longs et fréquents. Par conséquent, de nombreux habitants de Mossoul Ouest, dont des quartiers entiers ont été totalement détruits, notamment toute la vieille ville, cherchent à se loger à l'est de la cité, où l'activité économique reprend, ce qui provoque une flambée des loyers. Pour répondre à la détresse de ces populations, les partenaires du Secours Catholique se mobilisent sur place afin d'apporter un soutien alimentaire aux familles les plus vulnérables (voir p. 22). ■

**Yves Casalis**

\* le prénom a été modifié

## RENNES

### Une bagagerie pour les sans-domicile

Aménagée dans ses locaux de Rennes, la bagagerie du Secours Catholique ne désemplit pas. Ce service, créé il y a sept ans en partenariat avec la ville et le département, répond à un véritable besoin de personnes vivant à la rue ou sans adresse fixe. En 2017, il y a eu 2 716 passages effectués par 302 utilisateurs, un utilisateur étant parfois une famille. Chaque jour ouvrable, deux bénévoles accueillent la dizaine de personnes venues pour déposer ou retirer leurs affaires, ou simplement y accéder. Le service étant quasiment gratuit (1 euro est demandé au premier dépôt), les bagages sont souvent conservés plusieurs mois, ce qui contribue à l'engorgement des 237 emplacements dont dispose le local. Une durée maximale de dépôt est à l'étude.

## A SUIVRE

## Un espace artistique à Marseille

**A**fin de défendre la dignité des personnes fragilisées et de les aider à développer leurs talents, la délégation de Marseille s'est engagée aux côtés de cinq associations. En ouvrant « *un lieu consacré à l'expression artistique et à la créativité par tous et pour tous* », rue de la Tour-Sainte, dans le 14<sup>e</sup> arrondissement de Marseille, ces partenaires créent aussi « *un espace de rencontres inattendues...* » qui permet à des personnes d'origines diverses de partager leur culture... Ensemble, ces associations partenaires ont la conviction que la pratique artistique est un outil d'émancipation. Elles ont exprimé dans une charte leur volonté com-

mune de promouvoir l'expression de la citoyenneté par le jeu, le rêve, l'imagination, la création et la rencontre. Dans ce lieu animé et créatif, le beau, le gratuit et l'épanouissement des participants sont au cœur des préoccupations. Des ateliers d'écriture, de slam, de théâtre, de gospel permettent à chacun d'exprimer ses talents.

**Marie-Hélène Content**

### + POUR ALLER PLUS LOIN

[bdr-marseille.secours-catholique.org](http://bdr-marseille.secours-catholique.org)

### VIE ÉTUDIANTE

# La grande débrouille

Au Havre, le Secours Catholique accompagne les étudiants en situation de précarité. Ils sont nombreux à avoir du mal à se loger, se nourrir et faire face aux frais liés à leur scolarité. Les étudiants étrangers sont les plus touchés.

**T**andis qu'un froid humide enveloppe la cité portuaire, 350 étudiants havrais se pressent au soutien alimentaire organisé par l'aumônerie des étudiants dans les locaux du Secours Catholique, à 10 minutes à pied des facultés. Contre 3 euros et après avoir présenté leur carte d'étudiant, les jeunes gens remplissent leurs cabas deux jeudis soir par mois. « Nos parents paient notre loyer du Crous », témoignent Léa et Laury, deux sœurs originaires de Fécamp, qui attendent leur tour. « Mais nous n'avons que 120 euros à deux pour la nourriture et les à-côtés : téléphone,

assurances, vêtements... » Les deux boursières ont dû surmonter leur appréhension de devoir recourir aux colis. « Ici, on a des biscuits pour les goûters, du lait pour le petit-déjeuner, du poulet... C'est une sécurité. » Outre des étudiants français au budget serré, la permanence rassemble en grande majorité des étudiants étrangers. Le campus du Havre en accueille près de 20 %. Sans eux, certaines filières, notamment techniques, seraient désertées. « Une politique attractive est menée pour faire du Havre une ville universitaire de premier plan », explique Benoît Laiguillon,

animateur au Secours Catholique du Havre. « Mais les conditions d'accueil laissent à désirer : il n'y a que deux assistantes sociales et pas assez de logements Crous. C'est la grande débrouille. » Avec seulement quelques semaines d'économies en poche, les nouveaux arrivés (notamment d'Afrique du Nord et subsaharienne) peinent à se loger, se chauffer et se nourrir, à payer les frais nécessaires à l'obtention ou au renouvellement de leur titre de séjour, à trouver un boulot d'appoint, un stage de fin d'études.

#### Une permanence d'aide sociale

Pour épauler ces étudiants, le Secours Catholique assure une permanence, en alternance avec le soutien alimentaire. Des bénévoles reçoivent les jeunes en tête à tête puis se réunissent pour décider du soutien à leur apporter. « On essaie de trouver d'abord des solutions autres que financières : en activant nos réseaux personnels, en orientant les étudiants vers les services adéquats », expliquent Romain et Clémence, un couple de bénévoles d'une trentaine d'années. Pour Khellaf, 26 ans, ce coup de pouce a été salutaire. Cet étudiant algérien partageait un logement insalubre avec un camarade. « Il était gorgé d'humidité, le papier peint se décollait... », se souvient-il. Pour leur permettre de quitter les lieux sans préavis, les bénévoles ont menacé de signaler le propriétaire sans scrupules. Après de longs mois d'attente, Khellaf a obtenu une chambre au Crous.

Venu d'Équateur, David bénéficie quant à lui d'un "bon plan" décroché via la permanence. Ce jeune est hébergé gratuitement chez une "mamie" de 99 ans. « Elle est plus active que moi ! » dit-il en souriant. « Elle se lève très tôt pour aller à la messe. » À son arrivée en France, David avait le soutien financier de ses parents. Mais ceux-ci ont dû interrompre leurs envois d'argent. « J'ai dû réduire mes dépenses à zéro », confie-t-il. Comme beaucoup ■■■

#### + À LIRE

Le reportage sur le site du Secours Catholique [urlz.fr/6pUe](http://urlz.fr/6pUe)



Contre 3 euros, les étudiants remplissent leurs cabas deux jeudis soir par mois.

**ZOOM ENGAGEMENT**

# « Par et pour les étudiants »



X. SCHWIBEL / S.C.C.F.

**A** partir du soutien alimentaire assuré par l'aumônerie et de la permanence d'aide du Secours Catholique, une volonté d'engagement est née au Havre. Une cinquantaine de jeunes ont monté une équipe Young Caritas. Certains animent ce qu'ils appellent un "pré-accueil", en amont de l'aide alimentaire : un système de cartes

**Une cinquantaine de jeunes ont monté l'équipe Young Caritas du Havre.**

de passage et d'appel aléatoire qu'ils ont imaginé afin d'éviter les tensions liées à l'attente. Ils participent à la préparation de la salle, vérifient et tamponnent les cartes, organisent le passage des étudiants, leur proposent des boissons, pour qu'ils patientent dans une atmosphère conviviale.

« Je suis venu prendre mon colis comme tout le monde et je me suis porté volontaire », témoigne Youcef, en licence d'informatique, qui veille à ce qu'on ne passe pas deux fois dans la file. « J'aime aider, et ici, c'est amical. C'est fait par les étudiants, pour les étudiants. On se connaît tous. »

**J'aime aider, et ici, c'est amical. On se connaît tous.**

Arrivé il y a six ans, Gilles, Gabonais, a participé à la création de l'équipe. « De fil en aiguille, on a constitué un groupe de jeunes qui se retrouvaient pour discuter et partager des moments, par exemple un brunch le dimanche », explique l'étudiant en économie sociale et solidaire. Il

note l'importance, pour des jeunes sans attaches familiales dans la région, de se trouver une place dans la cité et de se constituer un réseau, social et amical. Depuis, un

café des langues hebdomadaire est né, ainsi qu'un atelier de gym douce et des actions de sensibilisation aux droits de l'homme en direction des écoliers. ■

**Propos recueillis par Clarisse Briot**

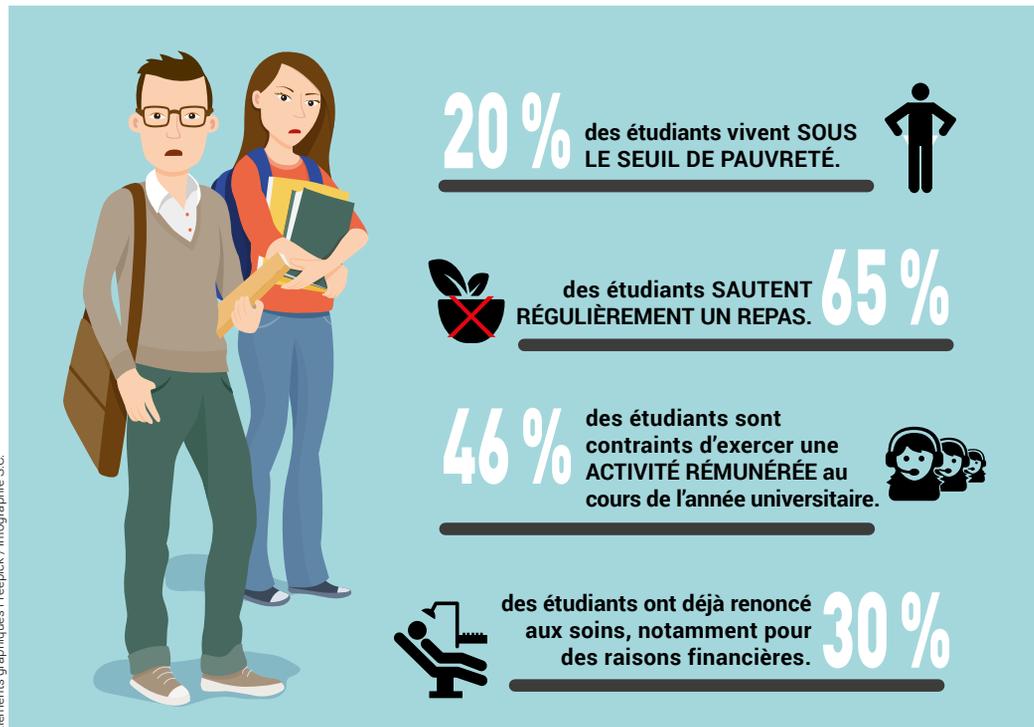
## VITE LU La précarité étudiante en France

de ses camarades, il fréquente régulièrement les Restos du cœur. « On peut se sentir coupable, presque un parasite », déplore-t-il. « On se sent marginalisé », renchérit Khellaf qui enchaîne les jobs mal payés et non déclarés. « Comme si on venait d'une autre planète. »

Les deux étudiants avouent aussi souffrir de solitude et d'une difficulté à nouer des liens avec les étudiants français. « Je n'ai pas encore réussi à me stabiliser, dit Khellaf. Mais à ma mère qui est malade, je dis que tout va bien, que je suis bien installé et que je ne manque de rien... » Pour s'entourer, David a pour sa part trouvé une solution : il s'investit dans l'équipe Young Caritas du Secours Catholique (voir ci-dessus), constituée d'une cinquantaine d'étudiants qui ont envie de s'engager. Il s'en félicite : « Ça me permet de donner en retour. » ■

**Clarisse Briot**

Sources : Igas, Unef, Fage



Éléments graphiques Freepick / infographie S.C.

### TRAVAIL

# Handicap : la sécurité de l'emploi

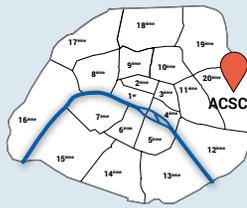
Entreprise adaptée, l'Atelier d'Aubervilliers emploie 51 personnes reconnues travailleurs handicapés. Elles témoignent de l'importance de travailler.

REPORTAGE BENJAMIN SÈZE

« Pour moi, c'est comme si je travaillais dans une entreprise ordinaire. On fait les mêmes tâches, on a les mêmes exigences. On travaille comme ailleurs. » Cheveux blonds attachés sous sa charlotte, Moktefi Kheira est arrivée à l'Atelier d'Aubervilliers il y a quatre ans. Spécialisée dans le façonnage de supports publicitaires et le conditionnement de produits cosmétiques et de maroquinerie de luxe, l'entreprise, qui dépend de l'Association des Cités du Secours Catholique (ACSC), emploie 58 personnes, dont 51 reconnues travailleurs handicapés. Auparavant, Moktefi exerçait comme agent de propreté. « Sur des chantiers.

Nous passions après les peintres, pour tout nettoyer. » Mais un jour, un collègue lui écrase involontairement un pied. Fracture de l'astragale. La voilà handicapée. « Depuis, je ne peux plus rester longtemps debout », explique la jeune femme, originaire de Bourgogne.

Après avoir accusé le coup, craint de ne plus jamais pouvoir travailler, elle rebondit, s'inscrit à Pôle emploi et suit une formation d'agent de production industrielle. C'est en cherchant un stage qu'elle trouve par hasard l'Atelier d'Aubervilliers. « Je ne savais pas, en appelant, que c'était une entreprise adaptée. J'ai été contente de l'apprendre. Je vis cela comme une



**L'Association des Cités du Secours Catholique (ACSC)**  
72 rue Orfila – 75020 Paris  
Tél. : 01 58 70 09 20  
www.acsc.asso.fr

**Nombre total de Cités en France : 19**  
(6 dans le secteur handicap et santé ;  
13 dans le secteur hébergement, logement et insertion)

**Nombre de personnes accompagnées : 11 860**

**Nombre de travailleurs handicapés : 300**

### + D'INFO

Retrouvez la version multimédia de ce reportage sur [secours-catholique.org](http://secours-catholique.org)

sécurité et non pas comme une mise à l'écart. »

Embauchée il y a un an et demi, après trois opérations à la main gauche, abîmée par des gestes répétitifs effectués à une allure effrénée, Marie-Louise Praline exprime aussi son soulagement : « Là où je travaillais, les cadences étaient très poussées. Ici on travaille à notre rythme. Chaque personne a un handicap différent, donc les postes sont adaptés pour chacune. Les responsables sont à l'écoute. C'est plus humain qu'une usine de grosse société, où tout ce qui compte est ce qu'on va produire dans la journée. »

### + ÉCLAIRAGE LYDIA BELHADROUF,

DIRECTRICE DE L'ATELIER D'AUBERVILLIERS

## « Notre spécificité, c'est d'adapter le travail à la personne »



G. KERBAOL / S.C.C.F.

Nous sommes une entreprise comme toutes les autres, avec une démarche et une stratégie commerciales, des commandes de clients à livrer dans les délais et une recherche de rentabilité.

Notre spécificité, c'est d'adapter le travail à la personne. Dans une entreprise ordinaire, lorsque vous arrivez, vous avez une fiche de poste, une culture d'entreprise, des process, une méthode... Et vous devez vous adapter à tout cela. Nous, nous avons inversé les choses. Nous recevons la personne, nous voyons avec elle ce qu'elle peut et ne peut pas faire, et ensuite, en fonction

de ses possibilités, nous allons lui attribuer un travail dans lequel elle s'épanouira.

Pour travailler dans une entreprise adaptée, il faut avoir la reconnaissance de la qualité de travailleur handicapé (RQTH). À l'origine, une entreprise comme la nôtre, qu'on appelait "atelier protégé", était imaginée comme un tremplin pour des personnes porteuses d'un handicap, qui leur permettait ensuite d'intégrer une entreprise ordinaire. Aujourd'hui, cela peut encore être le cas pour certains de nos salariés, mais on assiste plutôt au phénomène inverse. Depuis dix ans, on accueille de plus en plus de personnes qui travaillaient en milieu ordinaire et qui, suite à un accident de parcours, viennent en entreprise adaptée où elles se sentent mieux reconnues, plus à l'aise.

Propos recueillis par B.S.

### Avancer

Ce que Rémi Balestrino aime dans son travail, c'est la diversité des tâches. Chargé de la logistique, il décharge les camions au volant d'un chariot élévateur, range les palettes et vérifie la quantité des stocks. Il aime le dialogue avec ses collègues et les responsables. À 35 ans, c'est son premier emploi. Il est arrivé à l'âge de 17 ans, après avoir achevé sa formation de jardinier en institut médico-professionnel. Père d'une petite fille de 5 ans, il considère que « si on ne travaille pas, on régresse. Me lever le matin, me dire "je vais travailler", ça me pousse à avancer dans la vie. Sinon vous tournez en rond. Et puis en France, si vous n'avez pas de paye, vous n'êtes rien du tout. » ■



1



2



3



4



5



6

## En action(s)

À l'Atelier d'Aubervilliers, on façonne des emballages et des présentoirs de produits de cosmétique ou de maroquinerie de luxe. Les composants arrivent « à plat » de chez l'imprimeur 1. Dans l'atelier, les grandes feuilles de carton sont décortiquées, pré-cassées, puis les différents éléments sont pliés, montés et collés 3 / 4 / 5. Les boîtes, coffrets et autres meubles d'exposition ainsi confectionnés sont enfin emballés puis livrés aux magasins 2 / 6.

PHOTOS : GAËL KERBAOL / S.C.-C.F.



## Rencontre

### DROITS DE L'HOMME

# Mots pour maux

Le Tchétchène Abdulla Duduev était à Paris en décembre pour recevoir le prix des Droits de l'homme de la République française décerné au Centre d'Initiative pour le Caucase et à son journal *Dosh*.

PAR JACQUES DUFFAUT PHOTOS : GAËL KERBAOL / S.C.-C.F.

**J**eune quadragénaire aux cheveux bruns et aux tempes cendrées, Abdulla Duduev mène une vie discrète. Il travaille à Moscou et se rend régulièrement à Grozny où il tient les conférences de rédaction du journal *Dosh* dont il est l'un des deux rédacteurs en chef, avec Israpil Shavkhalov. Il se sait surveillé et ne correspond qu'en utilisant des messageries cryptées. Son journal, longtemps financé par des membres de l'opposition au pouvoir russe, évite pourtant de parler de politique et d'aborder les sujets sensibles, comme le terrorisme ou les minorités sexuelles.

« *La Tchétchénie est gouvernée par un*

*régime autoritaire qui réagit négativement à toute critique* », explique Abdulla Duduev, en marge de la réception organisée au ministère de la Justice en décembre dernier où il a reçu le prix des Droits de l'homme de la République française. Le pays est aussi gangrené par la corruption. « *Elle est partout. Tout le monde est au courant, mais on ne peut rien écrire à son sujet car personne n'oserait confirmer de telles informations. D'ailleurs ça n'étonnerait absolument personne.* »

*Dosh* est une émanation du Centre d'initiative pour le Caucase, une ONG basée à Moscou et soutenue financièrement par plusieurs donateurs

dont le Secours Catholique. *Dosh* signifie "Mot" en tchétchène. Il est l'arme qu'utilisent Abdulla Duduev et ses collègues depuis 2003, année du lancement du journal, pour réduire la chape de désinformation qui recouvre la presse russe et nord-caucasienne. Il faut pour cela un certain courage et un besoin de vérité qu'Abdulla Duduev explique par son parcours.

#### Sacrifices

« *Je suis né en 1976, au nord-est d'une Tchétchénie qui se distinguait à peine des autres Républiques soviétiques* », relate Abdulla. Sa famille habite un village dans la montagne, loin de Grozny. Son père est directeur d'une maison de la culture. Sa mère est "au foyer", elle élève six enfants tout en travaillant une parcelle de terre. « *Elle avait le choix entre cultiver du tabac ou du maïs. Pour notre santé, elle avait préféré cultiver le maïs, mais le gros de la récolte était réquisitionné par le gouvernement soviétique.* »

La maison est sans eau courante ni gaz, ni électricité. On se chauffe et cuisine au bois. Du bétail fournit le lait et la viande. Pour les enfants, ces conditions étaient peu favorables aux études. Et pourtant, « *mes parents ont fait tous les sacrifices pour que nous ayons une bonne éducation.* »

#### BIOGRAPHIE

**1976 :**  
naissance

**1994 :**  
1<sup>ère</sup> guerre de Tchétchénie

**1999 :**  
2<sup>ème</sup> guerre de Tchétchénie



“ Au début, il y avait une grosse propagande sur la Tchétchénie en Russie. C'était de la pure désinformation. Les massacres, les tortures étaient présentés comme si c'était une guerre. ”

Peu de temps avant la chute de l'URSS, la famille s'installe à Argoun, une ville proche de la capitale. Abdulla, le petit dernier, a 17 ans. Il entre à l'université de Grozny pour apprendre le journalisme. L'année suivante, il fait un stage au journal télévisé où il est recruté quelques mois plus tard. « *Mon avenir s'annonçait radieux, dit-il. Mais le jour de ma titularisation, le 11 décembre 1994, la télévision est devenue la première cible des troupes russes.* » Le président Eltsine justifie l'envoi de son armée en déclarant vouloir « *trouver une solution politique aux problèmes de la République tchétchène, et protéger ses citoyens contre les extrémistes armés.* » « *En un seul jour, ma vie s'est écroulée* », se rappelle Abdulla. Il comprend quelle force possèdent les mots et il cherchera dès lors à démonter les mensonges et la propagande. Cette première guerre fait de terribles

dégâts. Mais au bout de deux ans, les indépendantistes repoussent les Russes et rétablissent leur autorité. Sur fond d'incertitude et d'angoisse, Abdulla poursuit ses études à Rostov puis part à Moscou, où on lui propose un poste au service de presse du Centre de défense des droits de l'homme.

En 1999 débute la seconde guerre de Tchétchénie. « *Dans toute la Russie commence alors une politique de discrimination contre les Caucasiens qui sont systématiquement contrôlés, arrêtés et parfois emprisonnés* », se remémore Abdulla. L'idée germe en lui de créer un journal pour combattre les injustices. Le premier numéro de *Dosh* paraît en 2003.

Soutenu par plusieurs structures associatives, dont le Secours Catholique, *Dosh* est plus qu'un journal. Il est la tribune des ONG de défense des

droits de l'homme du Caucase Nord qui, en s'associant en 2010, en ont fait le premier journal interassociatif de la région. Il devient un point d'appui aux victimes de violations des droits de l'homme, que ses avocats défendent gratuitement.

Bimestriel en langue russe, il paraît également en anglais deux fois par an. 10 000 personnes le lisent dans ses versions numérique ou papier. Bien que confidentiel, *Dosh* a l'audace de revendiquer les droits de l'homme dans une région où ils ne sont pas les bienvenus. C'est cette audace que la République française a voulu honorer. ■

#### ✚ POUR ALLER PLUS LOIN

> La version anglaise trimestrielle du magazine *Dosh* est disponible gratuitement sur le site : [doshdu.ru/english](http://doshdu.ru/english)

> Pour avoir une idée plus complète de la Tchétchénie, que certains qualifient de « zone de non droit », il est utile de lire *Tchétchénie an III, Essai – poche – Gallimard* (2009), dans lequel Jonathan Littell, Prix Goncourt 2006 pour le roman *Les Bienveillantes*, expose la "tchétchénisation", nom donné à la politique menée par Vladimir Poutine en 2002 afin d'installer un pouvoir tchétchène pro-russe fort, principalement composé d'anciens rebelles.



## DÉCRYPTAGE

### EXCLUSION

# LA RUE : EN SORTIR POUR "S'EN SORTIR"

---

**INTERVIEW** 16  
FANNY PLANÇON

---

**ERRANCE** 17  
MOURIR D'AVOIR VÉCU À LA RUE

---

**À RÉSIDENCE** 18  
UN CHEZ-SOI POUR (RÉ)HABITER SA VIE

---

Vivre à la rue, c'est supporter un quotidien qui détruit à petit feu physiquement et moralement, et qui tue précocement. Quitter le pavé – ou le foyer d'urgence – pour avoir à nouveau (ou enfin) un chez-soi autonome et pérenne revient souvent à suivre une trajectoire parsemée d'échecs et d'empêchements. Par sa présence sur le terrain, le Secours Catholique accompagne ces parcours accidentés dans la durée et la fraternité. Afin que reculent ces situations d'urgence et de détresse, l'association agit pour que chacun ait, d'abord, un logement. Et puisse, ensuite, "s'en sortir".

## ACCOMPAGNEMENT

# Le long chemin vers la sortie de la rue

Pour des dizaines de milliers de personnes en France, sans abri ou hébergées, le parcours vers un logement est long et les obstacles nombreux. Le Secours Catholique, avec l'Association des Cités du Secours Catholique, accompagne les plus fragiles sur ce chemin.

ENQUÊTE : CLARISSE BRIOT / PHOTO : XAVIER SCHWEBEL / S.C.-C.F.

« **J**e n'aurais jamais imaginé me retrouver un jour à la rue ! » s'étonne encore Djaffar. Venu rejoindre à Paris sa mère malade, ce chauffeur-livreur est resté, après le décès de cette dernière, dans le logement qu'elle occupait. Mais endetté et au chômage, il n'a plus été en mesure d'en payer le loyer. Expulsé un 31 mars, Djaffar s'est abrité, la nuit, dans le hall de son immeuble, à l'insu du voisinage. « *Par honte, je ne voulais en parler à personne, pas même à mes amis* », relate-t-il. La journée, il « *fait tout pour (s)e remettre en selle.* » Il fréquente une bagagerie, se fait domicilier pour recevoir son courrier, monte un dossier de surendettement. Un jour, bonne nouvelle : une place se libère dans une résidence sociale. « *Le soir même, j'avais les clés. J'ai dormi au sol, mais j'étais chez moi... Ma vie a redémarré à ce moment-là.* »

## Spirale

Djaffar n'est resté "que" quelques mois dehors et a rebondi. « *Dans ma tête, il n'était pas possible que ça m'arrive. Tous les jours, j'essayais de m'en tirer. Je n'avais que ça à faire... Et on m'a beaucoup aidé.* » Aujourd'hui il travaille ; il a obtenu un logement social et fait du bénévolat auprès de personnes sans abri. Difficile, néanmoins, de faire de son parcours une généralité. Dans la rue comme ailleurs, les trajectoires sont aussi diverses que les individus. En 2012, l'Insee estimait à environ 140 000 le nombre de personnes sans domicile fixe\* (soit à la rue, soit hébergées en courte ou longue durée), un chiffre en augmentation de 50 % en dix ans. « *On constate une diversification croissante des publics* », souligne Armelle Guillembet, responsable du département De la rue au logement au Secours Catholique. *Il y a des personnes très marginalisées, des gens qui travaillent mais dorment dans leur voiture car ils n'ont pas les moyens de se loger, des familles*

*expulsées, des personnes qui fuient leur pays... Les besoins d'accompagnement sont multiples.* »

Un point commun : la rue – et le parcours d'hôtels en foyers – qui abîme : alimentation dégradée, maladies chroniques, violence, stress, addictions, problèmes psychiques, mort prématurée (voir p. 17). S'extirper de cette spirale est tout sauf une évidence. « *Longtemps, je n'ai pas voulu qu'on m'aide, je n'avais pas confiance* », témoigne Michel, qui a passé dix-sept ans dehors avant de rejoindre une pension de famille (voir pp.18-19). « *La rue, quand j'avais 30 ans, ça allait* », confie Alexandre, qui a connu des années de toxicomanie et d'errance entre hôtels et trottoirs. « *Les foyers, je ne voulais pas y aller. Les horaires stricts, le manque d'intimité... votre vie ne vous appartient plus. Mais aujourd'hui, je préférerais me flinguer que retourner dehors. Ça ne se voit pas trop, mais mon corps en a pris plein la gueule.* » ■■■

## + LE POINT DE VUE D'AHMED

Ahmed, 49 ans, sans-abri, fréquente l'accueil de jour du Secours Catholique d'Avignon.

Voilà quatre mois que je dors dans ma voiture, avec toutes mes affaires, sur le parking d'un supermarché. Au matin, je me sens très nerveux, pas reposé. J'ai déjà connu la galère, mais jamais à ce point. À force, je me sens abandonné. J'ai été hébergé dans un CHRS, mais j'y ai été violemment agressé, je ne veux plus y retourner. Je n'arrive pas à obtenir de logement. Je suis français, je perçois le RSA, j'ai droit à l'APL... Mais sur Avignon, c'est saturé. Tous les matins, je me rends à l'accueil de jour pour prendre une douche, un petit-déjeuner et discuter

«

**Dormir dans sa voiture, est-ce que c'est humain ? Je n'arrive plus à réfléchir. J'ai peur de péter les plombs...** »

avec les bénévoles. Ça me retape le moral. L'après-midi, je ne sais pas où aller. Si j'étais seul, je m'en ficherais de dormir dehors... mais c'est par rapport à mes deux enfants, qui sont

en famille d'accueil... Je ne peux même pas les recevoir pour les vacances. Dormir dans sa voiture, est-ce que c'est humain ? Je n'arrive plus à réfléchir. J'ai peur de péter les plombs... Au Secours Catholique, on me montre les chemins à prendre. J'ai fait une demande Dalo. Je vais attendre quelques semaines encore, ensuite, je changerai de région.

Propos recueillis par Clarisse Briot

+ D'INFOS  
[vaucluse.secours-catholique.org](http://vaucluse.secours-catholique.org)

■ ■ ■ Pour établir le contact avec les plus isolés, les équipes du Secours Catholique vont à leur rencontre lors de "tournées de rue". Dans les 70 accueils de jour de l'association, les personnes peuvent se restaurer, prendre une douche et sont épaulées dans leurs démarches (domiciliation, permanences Dalo...). « *L'accompagnement demande du temps et de la pudeur* », estime Nicolas Clément, bénévole depuis près de vingt-cinq ans. « *On ne décide pas à la place des personnes. On doit être présent, essayer de les orienter, mais en sachant qu'on ne sera pas forcément suivi. L'accompagnement doit être double : social, mais aussi humain, fraternel et au long cours.* »

## Habitat participatif

Sur le plan politique, le Secours Catholique soutient le principe du "logement d'abord". « *L'État a fourni des efforts répétés pour développer l'offre d'hébergement. Mais ça ne suffit pas*, souligne Armelle Guillembet. *Il faut faire en sorte que les personnes aient le plus vite possible accès à un logement pérenne, en étant accompagnées quand cela est nécessaire.* » En Avignon, l'Association des Cités du Secours Catholique (ACSC) – qui accompagne dans l'hébergement et le logement plus de 9 000 personnes en France – innove avec une équipe mobile. Celle-ci soutient entre autres des personnes vivant en logement mais peinant, après des années de rue, à l'habiter réellement et à payer les factures. « *Nous leur proposons un suivi de proximité et à leur rythme pour qu'elles se défassent de leurs habitudes, reprennent confiance en elles et se réinsèrent dans la cité* », explique Achille Sankou, moniteur-éducateur. Colocation solidaire, habitat participatif, expérimentation d'une agence immobilière sociale en Île-de-France pour débloquer du logement privé : outre l'accompagnement des personnes, le Secours Catholique et l'ACSC misent sur l'innovation sociale, afin que chacun ait accès durablement à un logement. ■

\* Il faut ajouter à ce chiffre 20 000 personnes vivant en bidonville.

## INTERVIEW

FANNY PLANÇON,

CHARGÉE DE PROJET DE LA RUE AU LOGEMENT, AU SECOURS CATHOLIQUE

# Un accompagnement pour habiter le logement

En 2018, le Secours Catholique va créer en Île-de-France une agence immobilière sociale (AIS). L'objectif est de favoriser l'accès des personnes à la rue ou mal logées à un logement décent. Fanny Plançon est en charge du projet.

## Pourquoi une agence immobilière sociale ?

Depuis des années, nous avons dans notre réseau des propriétaires solidaires qui proposent leurs logements vacants pour des personnes à la rue ou des personnes migrantes. Nous rencontrons aussi quotidiennement dans nos accueils des personnes ou familles qui vivent à la rue, en centres d'hébergement, à l'hôtel ou chez un tiers, qui habitent des logements insalubres ou minuscules loués très cher. Notre idée était de faire le lien et de favoriser ainsi l'accès de personnes à la rue ou mal logées à un logement décent. Les propriétaires volontaires, qui acceptent de ne toucher qu'un loyer modéré, auront en échange l'assurance d'être payés car le Secours Catholique se portera caution. Les locataires pourront bénéficier d'un accompagnement bénévole.

## Quelle sera la nature de cet accompagnement ?

Pour certaines familles qui n'ont pas besoin d'aide sociale, cela pourra être un simple coup de main pour le déménagement, les démarches administratives liées au changement d'adresse ou la rencontre du voisinage. Pour d'autres, l'accompagnement pourra être plus poussé. Certaines familles n'ont jamais vécu en France que dans une chambre d'hôtel. Elles n'ont jamais utilisé un chauffe-eau, par exemple. Et un peu isolées, elles n'oseront pas forcément demander de l'aide ou ne sauront pas vers qui se tourner. Un mauvais usage d'une installation, une petite fuite d'eau non résolue peuvent perturber le quotidien. D'où la nécessité parfois d'un accompagnement pour habiter le lieu, avec des personnes de confiance auxquelles elles peuvent s'adresser. Cet accompagnement sera proposé aussi à des personnes restées longtemps à la rue et pour qui le retour soudain dans un lieu clos peut être source d'appréhension, voire d'angoisse.

## Sur combien de logements misez-vous ?

Durant les quatre premières années, nous prévoyons de gérer 200 logements. C'est



E. PERRIOT / S.C.-C.F.

une expérimentation limitée pour l'instant à l'Île-de-France et aux familles accompagnées par le Secours Catholique. Nous aimerions la reproduire ailleurs, afin de permettre à un plus grand nombre de personnes d'en bénéficier.

## Quels seraient les avantages par rapport à l'hébergement d'urgence ?

Ce serait avantageux humainement pour les personnes ainsi logées, mettant un terme à un parcours chaotique qui les a ballottées d'hôtel en centre d'hébergement, parfois quotidiennement pour les personnes à la rue portant leurs sacs toute la journée. Pour les familles, la déscolarisation des enfants prendrait fin. Ces personnes et familles se sentiraient enfin chez elles et pourraient s'ancrer dans un territoire, ce qui les mettrait en mesure de construire leur avenir. Sur le plan économique aussi, ce serait avantageux. Le coût public des allers-retours entre la rue, l'hôpital et les hébergements d'urgence, pour une seule personne, s'élève à 20 000 euros par an. Nous avons calculé qu'avec notre agence, on pourra loger une personne pour 7 000 euros par an. Privilégier le logement présente encore un avantage : celui de désengorger les structures d'hébergement qui pourraient à nouveau retrouver leur fonction première de solutions d'urgence, temporaires, pour des personnes ou familles se retrouvant à la rue. Aujourd'hui, on y reste des années, c'est pourquoi le dispositif est saturé.

Propos recueillis par Benjamin Sèze

## ERRANCE

# Mourir d'avoir vécu à la rue

Depuis 2002, le Collectif des morts de la rue dénombre les sans-abri décédés et leur rend hommage. Un décompte qui interpelle et dénonce les causes souvent violentes de cette mortalité.

**C**haque année en France, environ 500 personnes meurent d'avoir vécu à la rue. Des morts qui passaient quasiment inaperçues avant 2002, date à laquelle le Collectif des morts de la rue s'est constitué.

« À cette époque, des associations caritatives se sont rendu compte qu'elles étaient nombreuses à être confrontées à des décès de personnes sans logement », explique la coordinatrice du Collectif, Cécile Rocca. « Elles ont commencé à publier des faire-part et à organiser des hommages, individuels et collectifs, aux morts de la rue. Au départ, nous voulions interpeller l'opinion et les pouvoirs publics sur le scandale que représentaient ces morts. »

## Calais, Saint-Brieuc, Paris

Depuis quinze ans, l'interpellation prend la forme d'un hommage annuel public visant à rendre un peu de dignité à ceux qui s'éclipsent dans l'indifférence. Un hommage poignant, empreint de solennité et d'émotion. Dans le silence du recueillement, quelques bénévoles égrènent les noms des personnes mortes durant l'année écoulée. Lorsque l'identité n'est pas connue, les mots "un homme" ou "une femme" remplacent les noms, avec, selon les informations connues, leur âge, la date et le lieu de leur mort. Il faut généralement plus de deux heures pour nommer tous les disparus : « Abdullah, 25 ans, le 15 mars à Calais... Fatoumata, 28 ans, le 17 octobre à Saint-Brieuc... Éric, 49 ans, le 2 novembre à Paris 14<sup>e</sup>... »

49 ans : c'est l'âge moyen des morts de la rue. La rue leur ôte une trentaine d'années d'espérance de vie.

## À LIRE

### Enquête "Dénombrer et décrire 2012-2016"

par le Collectif des morts de la rue, novembre 2017.

Cette enquête dénombre les décès de personnes sans domicile en France entre 2012 et 2016. Elle décrit le parcours des personnes ayant été "SDF" décédées durant cette période et en mesure les évolutions ou les constantes.

Consultable en ligne : [urlz.fr/6niz](http://urlz.fr/6niz).

À mesure qu'elle se développe, l'association reçoit des amis, des riverains et des parents de disparus que la mort d'un sans-logis endeuille.

« Nous avons commencé un travail d'accompagnement des proches de différentes manières, précise Cécile Rocca. En organisant des funérailles, en aidant à faire des démarches administratives, en constituant des groupes de parole... » Et même en formant d'autres structures à faire face à la mort des personnes qu'elles accompagnent.

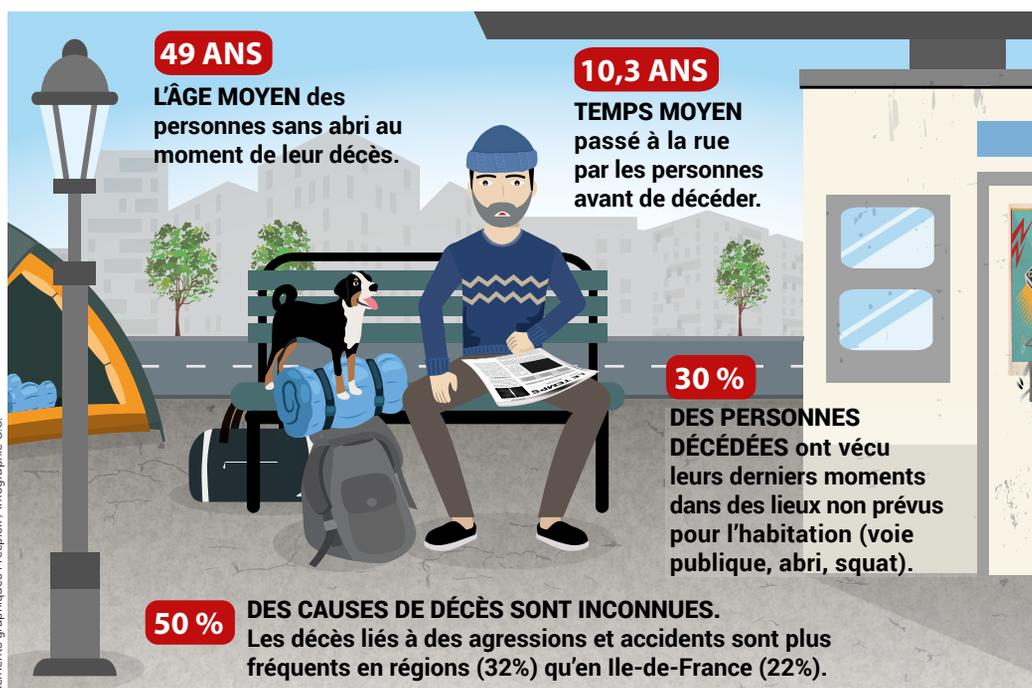
À partir de 2012, la collecte de données est venue nourrir un projet

plus scientifique. Celui d'établir des statistiques et de les communiquer aux institutions concernées par les personnes à la rue. « Depuis cinq ans, nous menons une enquête intitulée "Dénombrer et décrire la mortalité des personnes sans chez-soi", indique Cécile Rocca. Elle donne lieu à un rapport de 150 pages publié une fois par an, mais nous en faisons un résumé de 12 pages consultable sur notre site. » Financée en partie par la fondation Caritas et encouragée par la Direction générale de la cohésion sociale, cette enquête répertorie et détaille chaque décès en proposant de répondre à une centaine de questions standardisées concernant le parcours de vie (enfance, travail, logement, santé, relations) et éventuellement la cause du décès de chaque personne.

En l'état, cette étude est la plus précise existant sur ce sujet. Les chiffres sont partiels, ainsi que les réponses au questionnaire standard. Cécile Rocca appelle tous ceux qui le peuvent à alimenter ce rapport qui contribue à changer le regard sur la vie de ceux qui meurent de la rue. ■

Jacques Duffaut

## Décès des personnes sans abri : quand, où et comment ?



Source : Enquête "Dénombrer et décrire 2012 - 2016", par le Collectif des morts de la rue, novembre 2017.

Fais de ta **VIE** un rêve,  
et d'un rêve,  
une **RÉALITÉ.**

Antoine de Saint-Exupéry



À RÉSIDENCE

## Un chez-soi pour (ré)habiter sa vie

Un chez-soi durable, dans un cadre collectif et accompagné : c'est la formule de la pension de famille Jean-Rodhain, dans le 15<sup>e</sup> arrondissement de Paris, dernière-née de l'Association des Cités du Secours Catholique. Dans cet environnement protégé, 22 résidents tentent d'habiter à nouveau leur vie.

**C**'est le rituel du jeudi à la maison Jean-Rodhain. Dans la salle de convivialité, les résidents partagent un petit-déjeuner. Franck s'est chargé d'acheter des viennoiseries dans le quartier. Il a rapporté le journal et lit l'horoscope pour la tablée. Autour de lui ont pris place Francis, Michel, Driss, Alexandre, Lidia, Biljana... Monique, qui anime un après-midi jeux, et Marc, bénévole « *bonne humeur* »,

se sont joints à eux. Alléché, Félix, le chat de la maisonnée, s'est lui aussi approché. « *C'est sympa, résume Francis. On prend des nouvelles, on discute.* » Puis chacun vit sa vie : certains travaillent, d'autres ont des rendez-vous médicaux ou administratifs, des courses à faire... Les quatre adolescentes de la maison sont déjà au collège.

Les 22 résidents – quatre familles, un couple sans enfant et des personnes seules – ont presque tous emménagé à l'ouverture de la pension de famille, fin 2014. Celle-ci compte 16 logements autonomes et sans limitation de durée. Une assistante sociale est présente à mi-temps pour accompagner les résidents dans leurs démarches (accès aux droits, santé, emploi, retraite...), tandis qu'une intervenante socio-éducative les aide, au besoin, à investir leur logement et les incite à créer du lien entre eux.

Michel, 54 ans, nous conduit à son studio. Sur le sofa, un griffon l'attend sagement. « *Il est comme moi, il ne parle pas !* » s'amuse le maître, qui a la voix cassée depuis un cancer des cordes vocales. « *J'ai fait dix-sept ans de rue,*



C. HARGOUËS / S.C.-C.F.

*pouvais pas l'investir ailleurs. Maintenant, je peux construire un projet.* » Depuis qu'elle habite son propre appartement, Lidia a obtenu un diplôme pour exercer la réflexologie. « *Pouvoir rentrer chez soi, ce n'est pas seulement avoir un toit, analyse-t-elle. C'est aussi pouvoir s'occuper de soi, être maman comme je souhaite l'être, faire des choses simples mais qui construisent une sécurité intérieure et, pour Marina, les fondations de sa personnalité.* »

## Cocon

Lidia apprécie le cadre collectif qui permet à sa fille de s'épanouir, par exemple à travers l'atelier théâtre qu'elles fréquentent ensemble. Les résidents partagent aussi un repas mensuel et s'invitent entre voisins. Pour tous, la maison est un cocon. Alexandre, 49 ans, au passé d'errance et de toxicomanie, avoue être « *pantouflard* », par peur de replonger. « *Maintenant que j'ai un chez-moi, j'en profite !* » déclare-t-il. « *La maison, avec sa vie communautaire, est un lieu protecteur, mais qui peut renfermer sur soi* », relève Marie-Line Briny, la coordinatrice. « *C'est pourquoi nous travaillons à créer du lien avec l'extérieur.* » La "Table ouverte", un atelier de remobilisation par la cuisine auquel participent certains résidents, a ainsi vocation à accueillir une clientèle venue du quartier. L'organisation d'une brocante, d'une journée portes ouvertes et de la fête des voisins participe de cette même dynamique.

Mais le dernier pas, celui qui mène à un logement ordinaire, reste difficile. « *Le chemin est long. Quand je serai plus solide financièrement, on pourra envisager autre chose* », avance Lidia. « *Je suis bien, ici* », apprécie René, un homme tout en rondeur mais brisé par trente-cinq ans de chantiers et dix à dormir dehors. Il vit simplement, entre l'atelier cuisine, ses grilles de Sudoku et son balcon. « *J'ai une belle vue. Je vois tout ce qui se passe dans la rue.* » Comme beaucoup, ici, il se sent à la fois libre et protégé. ■

**Clarisse Briot**

## + À LIRE

« **Cher logement** », *L'Apostrophe*, automne 2017. Pour son numéro 3, la revue *L'Apostrophe* consacre un dossier à la question du logement. Témoignages, analyses et débats par les personnes touchées par la précarité. À retrouver sur [lapostrophe.secours-catholique.org](http://lapostrophe.secours-catholique.org).

souffle-t-il. *Avec mon chien, mon aquarium, je suis heureux ici. Je ne pensais pas avoir tout ça un jour dans ma vie.* » Abandonné alors qu'il était bébé, Michel a commencé à boire à l'âge de 13 ans et dormi pendant des années sur le parvis d'une église parisienne. Il se souvient de son arrivée dans le studio. « *J'ai couché un mois par terre, dans mon duvet. Dans ma tête, je ne pensais pas rester. Mes vieux cartons me manquaient.* » Depuis, le quinquagénaire s'est meublé, a appris à se mitonner des plats. Il est abstinent et a retravaillé comme jardinier. Il a d'ailleurs carte blanche pour entretenir le jardin collectif de la maison et les balcons de certains habitants de l'immeuble. Sa voisine, Lidia, âgée d'une quarantaine d'années, élève seule sa fille de 11 ans, Marina, dont elle nous montre la chambre à la déco très *girly*. « *Pour moi, ce logement est un tremplin, explique-t-elle. Avant, nous étions hébergées chez quelqu'un. Nous dormions sur des lits superposés. Je n'avais pas de cuisine, parfois pas d'eau chaude. C'était très précaire. Toute l'énergie que je mettais dans ce quotidien difficile, je ne*

## + POUR ALLER PLUS LOIN

### Appel aux investisseurs solidaires

Pour développer davantage les structures d'hébergement et de logement à destination des personnes sans abri ou mal logées, telles que les pensions de famille, le Secours Catholique a créé Caritas Habitat, une société foncière, qui a rejoint le réseau Caritas France. Elle a pour mission de financer des projets immobiliers très sociaux en faisant appel à de l'investissement solidaire. Un tel mode de financement permet de mettre ces biens à la disposition des associations moyennant un loyer le plus bas possible. Outre des pensions de famille, des centres d'hébergement et de réinsertion sociale, des crèches ou encore des boutiques solidaires pourront être financés.

**Plus d'info sur [caritashabitat.org](http://caritashabitat.org)**

# Coups de pouce

Le Secours Catholique-Caritas France répond chaque mois en France à 50 000 appels à l'aide. Voici cinq de nos "coups de pouce", merci de tous les soutenir. Sachez que tout excédent financier sera affecté à des situations similaires. Par souci de confidentialité, nous avons changé les prénoms.



### APPEL DE MONIQUE

HAUTS-DE-FRANCE

## Revenir à la maison

**M**onique, 73 ans, a toujours vécu dans sa maison natale avec ses parents qu'elle a soignés jusqu'à la fin de leurs jours. Une maison modeste de deux pièces, mais avec un jardin, située dans un petit village où elle connaît tout le monde, et où un compagnon l'a rejointe. Mais des problèmes de santé les ont conduits tous deux à une hospitalisation. Malgré les efforts des neveux de Monique pour permettre au couple de réintégrer sa maison dans des conditions acceptables, cela s'est avéré impossible car celle-ci est insalubre et privée de tout confort. Monique et son compagnon ont été logés temporairement dans la ville voisine, mais ils dépérissent tant leur manquent leur petite maison et son jardin, et leurs relations de voisinage. Un plan de réhabilitation complète a été établi, les organismes de rénovation de l'habitat et des associations interviennent. Monique et son compagnon reprennent enfin espoir. Mais il reste à leur charge une somme de 2 800 euros qu'ils sont dans l'incapacité de régler.

### APPEL D'EMMANUEL

NOUVELLE-AQUITAINE

## Un véhicule pour garder son emploi

Emmanuel et sa femme vivaient tant bien que mal avec un salaire modeste, grevé par les frais de chauffage causés par leur logement mal isolé. Ayant fait une demande de logement social, ils reprenaient confiance lorsque leur véhicule a cessé définitivement ses services. Comment Emmanuel pourra-t-il se rendre à son travail situé à 30 km, dans la capitale régionale ? Sans transports

collectifs, il n'a pas d'autre choix que de remplacer d'urgence le véhicule. C'est chose possible, auprès d'un garage solidaire, moyennant 1 500 euros, une somme dont il ne dispose pas.

### APPEL DE MARTINE

NORMANDIE

## Réparer la voiturette

Grâce à la bonne gestion de son budget, Martine, maman d'une adolescente de 16 ans, avait pu acquérir une voiture sans permis lorsque de graves problèmes de santé l'ont fait

licencier de son emploi. Sa reconnaissance d'invalidité ne lui a plus permis de travailler. Or le véhicule a été victime d'actes de vandalisme. Entre-temps, des régularisations administratives ont compromis l'équilibre financier du foyer et Martine ne peut pas faire réparer sa voiture. Dans son secteur peu desservi par les transports collectifs, elle lui est pourtant indispensable pour se rendre dans une ville où elle reçoit des soins, et pour la vie quotidienne. 2 165 euros permettront à Martine de remettre sa voiture en état de marche.

### APPEL DE BENJAMIN ET ESTELLE

NORMANDIE

## Une succession de coups durs

Après des études d'agriculture, Benjamin et Estelle se sont installés dans une petite maison à la campagne avec leurs deux enfants de 7 et 2 ans pour développer leur propre activité agricole, tout en ayant chacun un emploi salarié. La famille fait d'excellents débuts, avec une gestion solide. Mais un an plus tard, Benjamin est victime d'un licenciement abusif et reste deux mois sans revenu, tandis qu'Estelle voit son planning de travail bouleversé, entraînant

des horaires ingérables et d'importants frais de carburant. Leur budget s'effondre totalement. Leurs véhicules, à leur tour, tombent en panne. Impossible de les faire réparer : le devis du garagiste s'élève à 2 286 euros. Benjamin et Estelle cherchent désespérément une solution pour aller travailler, conduire les enfants à l'école et mener des recherches d'emploi dans ce secteur où n'existe aucun service de transports collectifs.

### APPEL DE SYLVIE

NOUVELLE-AQUITAINE

## De pénibles conditions de vie

Avec une petite soulte issue de son divorce, Sylvie a acquis ce qu'elle pouvait pour se loger : une modeste maison rurale sans eau ni électricité, ni assainissement. N'ayant qu'une pension d'invalidité pour vivre avec ses deux enfants de 18 et 16 ans partiellement à charge, elle a réussi à faire installer l'eau mais ne peut faire plus. Depuis deux ans, elle vit ainsi sans électricité ni eau chaude, ni commodités. 1 300 euros lui permettront de faire installer un compteur électrique provisoire et un cumulus d'eau chaude, pour obtenir enfin « *un peu de lumière le soir et de l'eau chaude pour la toilette et la vaisselle* ».



## PROJET INTERNATIONAL

### Irak : survie à Mossoul

L'État islamique chassé de la ville, une organisation irakienne lutte aux côtés des habitants pour leur survie.

**N**otre partenaire RNVDO et la Caritas tchèque, présente dans la région depuis 2015, soutiennent à Mossoul 1 595 personnes sur le fil du rasoir, dont beaucoup de déplacés de retour dans la ville. Ils leur apportent une aide financière (400 euros par foyer) « jusqu'au rétablissement des aides gouvernementales ». Selon l'Onu, 80 % de la population dispose difficilement d'argent liquide. Les bénéficiaires sont sélectionnés

selon des critères de vulnérabilité tels que : « femme chef de famille ; nombre de fois où un ménage, au cours du dernier mois, a dû vendre ses biens pour acheter de la nourriture ou des produits de base ». Des familles n'ont pas d'autre choix que de faire travailler leurs enfants, de les marier précocement ou de prendre le risque de quitter le pays. Le Secours Catholique contribue à cette action à hauteur de 100 000 euros. ■

## GRÂCE À VOUS...

**L**es "coups de pouce" permettent à de nombreuses familles et personnes isolées de rebondir grâce à votre générosité. Cinq de ces coups de pouce sont chaque mois publiés dans *Messages*. En vous appelant à l'aide, ils témoignent aussi des réalités auxquelles sont confrontées les personnes rencontrées chaque jour par les équipes du Secours Catholique. Aides exceptionnelles, complémentaires à celles de nos délégations, dans le cadre de notre politique des secours, les coups de pouce interviennent au cours d'un accompagnement individuel et dans la durée effectué par les bénévoles de l'association. Ils sont l'ultime recours lorsque toutes les recherches de solutions et les démarches entreprises n'ont pu aboutir. Les coups de pouce représentent toujours un moment décisif qui marque pour beaucoup la fin d'une période très difficile et l'ouverture d'un chemin vers la réinsertion, la confiance et la reprise en main de leur vie. C'est grâce à vous que les situations présentées peuvent trouver un dénouement heureux ou encourageant, et nous vous en remercions chaleureusement. ■

## + LE SAVIEZ-VOUS ?

### Des produits bancaires solidaires

#### Avec La Banque Postale

Cette banque vous propose le "Service intérêts solidaires". Vous pouvez ainsi reverser au Secours Catholique tout ou partie des intérêts de votre livret d'épargne. Un reçu fiscal vous est adressé, vous donnant droit à une réduction de votre impôt sur le revenu. La Banque Postale nous verse en plus un abondement égal à 10 % de votre don.

#### Avec la Société Générale

À chaque achat avec une carte Visa aux couleurs du Secours Catholique, la banque verse à celui-ci 0,05 €. La somme étant versée par la banque, cette commission n'ouvre pas droit à un reçu fiscal, mais vos achats provoquent le don de la banque.

D'autre part, vous pouvez décider de reverser tout ou partie de vos intérêts annuels issus de livrets d'épargne. Vous recevrez alors un reçu fiscal vous donnant droit à une réduction de votre impôt sur le revenu. La banque accompagne ce don de 10 % supplémentaires.

#### Avec le CIC-Crédit Mutuel

Avec la "Carte pour les autres" (MasterCard), vous définissez le montant (entre 5 et 30 €) d'achat à partir duquel vous souhaitez déclencher un don systématique. Vous fixez aussi préalablement le montant de ce don (entre 0,15 € et 5 € par achat). En fin d'année, l'intégralité des dons nous est reversée. Un reçu fiscal vous est alors adressé pour vous faire bénéficier d'une réduction de votre impôt sur le revenu. En matière d'épargne, le "Livret solidaire" vous permet de nous reverser au moins 50 % des intérêts. Ce reversement vous donne droit à une réduction de votre impôt sur le revenu.

**N'hésitez pas à contacter votre conseiller bancaire.**

## Vos coups de pouce

Retournez ce coupon, accompagné de votre don par chèque à l'ordre du Secours Catholique, à votre délégation ou au Secours Catholique-Caritas France, 106 rue du Bac - 75007 Paris.

**Oui, je souhaite venir en aide aux plus démunis, je fais un don pour soutenir :**

- Toutes les actions du Secours Catholique : ..... €
- Le projet international Irak : ..... €

**Tous les "coups de pouce" de Messages n° 731 : ..... €**

**Plus particulièrement le(s) "coup(s) de pouce" suivant(s) :**

- l'appel de Monique : ..... €
- l'appel d'Emmanuel : ..... €
- l'appel de Martine : ..... €
- l'appel de Benjamin et Estelle : ..... €
- l'appel de Sylvie : ..... €

Association reconnue d'utilité publique, habilitée à recevoir des legs, donations et assurances vie exonérés de droits.



**Fiscalité.** Si vous êtes imposable, vous pouvez déduire de votre impôt sur le revenu 75 % du montant de vos dons à hauteur de 537 €, puis 66 % au-delà de cette somme, et ce dans la limite de 20 % de votre revenu imposable (articles 200 et 238 bis du Code général des impôts). **Confidentialité.** Toutes vos données personnelles restent la propriété du Secours Catholique-Caritas France. Elles ne sont ni louées, ni échangées avec quelque organisme ou entité que ce soit, hormis au réseau Caritas France. **Rigueur et transparence.** Les comptes sont contrôlés à différents niveaux : par un commissaire aux comptes et par un audit interne. Le Secours Catholique-Caritas France a été audité en 2006 par la Cour des comptes.



▲ La Guérison du Paralytique  
Caspar Fraisinger

## ÉVANGILE DE MARC 7, 31-37

### La guérison d'un sourd-muet

Jésus quitta le territoire de Tyr ; passant par Sidon, il prit la direction de la mer de Galilée et alla en plein territoire de la Décapole. Des gens lui amènent un sourd qui avait aussi de la difficulté à parler et supplie Jésus de poser la main sur lui. Jésus l'emmena à l'écart, loin de la foule, lui mit les doigts dans les oreilles, et, avec sa salive, lui toucha la langue. Puis, les yeux levés au ciel, il soupira et lui dit : « *Effata !* » c'est-à-dire : « *Ouvre-toi !* » Ses oreilles s'ouvrirent ; sa langue se délia, et il parlait correctement. Alors Jésus leur ordonna de n'en rien dire à personne ; mais plus il leur donnait cet ordre, plus ceux-ci le proclamaient. Extrêmement frappés, ils disaient : « *Il a bien fait toutes choses : il fait entendre les sourds et parler les muets.* »

## Être capable d'entendre et de parler

PAR DOMINIQUE, MICHELLE, MARIE, ANTOINETTE, JEANNETTE, MARYVONNE, ROBIN, PAVHÈLE, NADIA, ANNE



### Jésus peut-il me guérir, moi aussi ?

« **M**oi qui ai joué le sourd, j'ai trouvé bizarre qu'on me mette de la salive de quelqu'un dans la bouche. Je ne sais pas comment le vrai sourd l'a accepté. En même temps, quand on est malade, on accepte de se laisser soigner. Lui, il a fait confiance à Jésus. »

« Il y a eu un autre miracle de Jésus avec sa salive, mais c'était avec de la boue et sur les yeux. Pour nous, ce côté de la salive sur la langue, ça nous fait bizarre à cause de l'hygiène. »

« La personne qui reçoit la salive d'une autre personne a confiance que cette salive va le nettoyer de toutes ses imperfections. »

« Quand on est malade, qu'on ne va pas bien, moi j'appelle Jésus par la prière pour qu'il nous sauve, on se sent délivré, beaucoup mieux. »

« Est-ce qu'aujourd'hui on est capable d'entendre et de parler, d'évangéliser ? Je souhaiterais entendre mais je suis tellement préoccupée par beaucoup de choses que j'ai du mal. On se laisse trop envahir par des choses matérielles. »

« Jésus peut-il me guérir moi aussi ? Si je ne lui demande pas de venir dans mon cœur, il ne vient pas, il ne force pas les gens à le solliciter. »

« Moi, je veux parler pour témoigner de Jésus, de Dieu, de tout ce qu'il fait

pour nous. Quand je vois des gens pas croyants, je voudrais leur faire comprendre. Je demande à Dieu de me donner des forces et des paroles pour leur dire. » « Je prie Jésus pour qu'il ouvre mes oreilles, pour entendre les gens qui me parlent et qu'il m'aide à leur répondre. »

« Jésus donne l'ordre de ne rien dire, mais le débordement de joie est tellement fort qu'ils ne peuvent pas se taire, ils ont envie de proclamer. »

« Ils ne pouvaient pas garder cette belle chose pour eux. C'est difficile de respecter un ordre comme celui-là, parce que c'est quelque chose qui donne du bien. »

« Il fait parler celui qui ne peut pas parler et il fait taire ceux qui veulent parler ! Ça nous dépasse, sa parole est toujours nouvelle ! » ■

### † LA MÉDITATION DE DOMINIQUE FONTAINE, AUMÔNIER GÉNÉRAL

#### La force de la parole de Jésus



EPERRIOT / S.C.C.F.

Comme nous, certainement, les membres du groupe trouvent bizarre que Jésus utilise de la salive, et particulièrement sur la bouche du muet. Mais ils sentent que c'est une manière de soigner particulière et, de toute façon, ils font confiance à Jésus. Dans un partage sur le récit de l'aveugle-né, des Africains de ma paroisse m'avaient dit : « *Dans la salive de Jésus, il y a la force de la parole de Jésus, une force de bénédiction et de vie. Quand je repartais du village, mes parents crachaient dans mes mains en signe de bénédiction.* » La salive peut soigner. Mais ici, c'est le lien à la parole qui est souligné. Dans la salive est contenue toute la force de la parole. C'est pourquoi le groupe continue sa réflexion autour de

la parole : dire ou ne pas dire la bonne nouvelle de la joie d'être sauvé. Mais cette parole ne peut venir qu'en réponse à ce que nous disent ou attendent nos contemporains. Il faut que le Christ touche nos oreilles avant de toucher notre langue. Alors notre parole aura plus de chances d'être authentique et de rejoindre en profondeur ceux qui ont besoin d'être guéris.

### ✚ LE GROUPE DE PAROLE

Le groupe « Paroles de lumière » se réunit tous les mois à Tours pour une journée fraternelle, chaleureuse et priante. Le « partage de la Parole » se vit à partir de la méthode de l'Évangile incarné, où l'on mime le récit et où on partage ensuite sur ce qu'on a ressenti.

✚ **Contact**  
diaconie37@gmail.com  
Site : solidarite37.fr

➤ TERRE SAINTE

## Sessions bibliques : sur le terrain, l'Évangile prend forme

Le Secours Catholique-Caritas France organise chaque année des sessions bibliques en Terre sainte. Pour Dominique Fontaine, son aumônier général, les participants voient l'Évangile prendre forme en eux.



E. PERRIOT/SC-CF

### Pourquoi le Secours Catholique encourage-t-il ses bénévoles, salariés et donateurs à aller en Terre sainte ?

En allant sur les pas de Jésus, ils vont découvrir la Bible sur le terrain en même temps qu'ils vont rencontrer des partenaires israéliens et palestiniens. Par ailleurs, bénévoles, salariés et donateurs séjournent à la Maison d'Abraham, un site admirable – antenne du Secours Catholique – qui domine la vieille ville de Jérusalem.

### Quel est le contenu de ces sessions ?

Il y a une composante biblique et spirituelle, comprenant des temps de prière. Il y a également les échanges avec des communautés d'horizons religieux divers qui peuvent témoigner de la réalité sociale et politique en Terre sainte. La Maison d'Abraham joue elle-même un rôle important dans le

programme des sessions : leurs membres, accueillis dans une ambiance familiale, partagent la lecture de l'Évangile et préparent le "chemin de Croix".

### Les partenaires rencontrés demandent-ils à recevoir ces visiteurs étrangers ?

Les partenaires, notamment les organisations chrétiennes, sont demandeurs ! Ils nous disent combien il est important de les visiter et ainsi de leur témoigner notre solidarité. Durant la seconde Intifada (ndlr : elle a commencé en septembre 2000), où peu de sessions ont été proposées, ils se sentaient seuls. La présence de membres du Secours Catholique à la célébration de messes organisées par nos partenaires à Jérusalem ou en Cisjordanie va dans le sens de la solidarité.

**Propos recueillis par  
Yves Casalis**

## Agenda

### Quatre sessions bibliques en 2018

**Le Secours Catholique organisera en 2018 quatre sessions de dix jours en Terre sainte réunissant chacune 20 à 30 personnes.**

Ces sessions sont ouvertes à tous les acteurs du Secours Catholique-Caritas France : salariés, bénévoles, donateurs et amis de l'association. Sur le thème "À l'écoute de la Bible en Terre sainte aujourd'hui", chaque session biblique propose :

- > d'aller sur les pas du Christ, avec des lectures et méditations de l'Évangile ;
- > d'aller à la rencontre des acteurs de paix de la région.

Les sessions prévoient généralement des temps dans le désert (Massada, Qumran, mer Morte), et des visites de lieux bibliques chargés de sens : Bethléem, Jéricho, Nazareth, Tibériade, Jérusalem et ses lieux saints...

L'hébergement est assuré par la Maison d'Abraham, antenne du Secours Catholique à Jérusalem, dominant la vieille ville et proche de celle-ci.

### Dates des sessions :

- > 4 au 14 avril,
- > 15 au 25 mai,
- > 21 au 30 septembre,
- > 4 au 14 décembre.

Pour toute inscription ou demande d'informations pratiques (tarifs, organisation...), vous pouvez contacter le département Animation spirituelle et diaconie : [pole.animation@secours-catholique.org](mailto:pole.animation@secours-catholique.org)

### TÉMOIGNAGE

#### « Nous lisons désormais les Évangiles avec un autre regard »

La promenade sur le lac de Tibériade m'a beaucoup ému. Quand le vent a apporté la pluie, les 24 participants ont compris ce que, deux mille ans plus tôt, avaient vécu Jésus et ses compagnons. En Cisjordanie, nous avons vu ce qu'endurent les Palestiniens : check-points, confiscation de terres, humiliations incessantes... Nous avons rencontré des hommes et des femmes qui ont, malgré tout, choisi d'être des artisans de paix. Ce voyage a été un grand moment de découverte. Nous lisons désormais les Évangiles avec un autre regard.

**Charles Coutand,**  
Secours Catholique de Charente-Maritime

